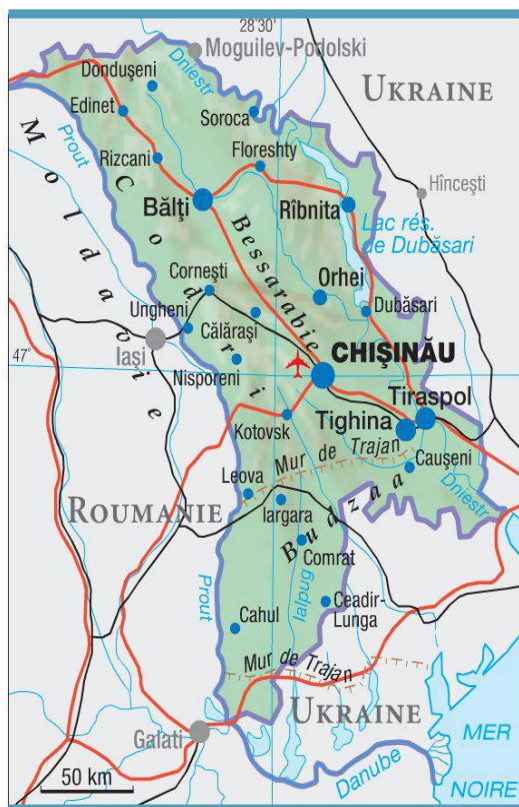


| MOLDAVIE |



PRINCIPAUX INDICATEURS

Population (2017) : 3 550 900 habitants (Hors Transnistrie)
RNB par habitant (2016) : 2 120 USD
PIB (2016) : 6,75 milliards USD
Taux de croissance (2017) : 4,0% (prévision 2018 : 3,7%)
Taux d'inflation (2017) : 6,5% (Prévision 2018 : 5,3%)
Taux moyen du coût horaire du travail (2015) : 1,80€ (Bulgarie : 4,1€ / Roumanie : 5,0€)
Salaire mensuel moyen (2016) : 220€ (Bulgarie : 451€ / Roumanie : 576€)
Exportations vers la France (2017) : 50 832,82 milliers USD (+3,23%)
Importations de France (2017) : 112 676,73 milliers USD
Position de la France (2017) : 10^{ème} fournisseur et 11^{ème} client
Stock IDE (2016) : 3,581 milliards USD (2016)
Classement Doing Business (2017) : 44^{ème} rang mondial (55^{ème} en 2016)
Index de perception de la corruption (2017) : 122^{ème} / 181 pays (123^{ème} / 176 pays en 2016)



Moldavie



PRÉSENTATION DU PAYS

Entre Roumanie et Ukraine, la République de Moldavie bénéficie d'une situation géographique privilégiée aux portes de l'Union Européenne. Les investisseurs étrangers y trouvent une ressource humaine à un coût attractif. Bilingues roumain et russe, les moldaves sont nombreux à parler français et anglais. Le pays est le plus francophone d'Europe centrale et orientale.

Le pays affiche, depuis 2005, sa volonté de se rapprocher de l'UE. Il a signé avec l'UE un Accord d'Association le 27 juin 2014 qui a commencé à entrer en vigueur le 1 septembre 2014. Un volet important qui porte sur la création d'une zone de libre-échange complet et approfondi. Cet accord doit s'accompagner d'un renforcement des aides européennes. Il ouvre d'importantes perspectives pour le pays et les investisseurs étrangers. Il permet d'envisager un renforcement des échanges commerciaux entre ce pays et l'UE qui commence déjà à se traduire dans les chiffres. Le pays vient en effet d'enregistrer une hausse historique de ses exportations vers l'Union européenne sur les deux premiers mois de 2018 par rapport à la même période de 2017. Depuis 2016, les exportations vers l'Union européenne sont en croissance continue après la crise enregistrée en 2015.

L'économie s'appuie surtout sur de petites et moyennes entreprises de transformation et de services (commerce et distribution, textile, agroalimentaire, IT etc.) et sur l'agriculture.

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB en 2016 : Agriculture : 14,1% - Industrie : 21,2% - Services : 64,7%



ÉVOLUTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

Politiquement, et après les incertitudes politiques et sociales nées de la crise bancaire de 2014 et des élections parlementaires de 2015, le pays est actuellement dirigé par une majorité dite « pro-européenne » conduite par le Parti Démocrate. Le Président de la République élu en 2016 est cependant issu du Parti Socialiste. La situation sociale est désormais apaisée.

Les résultats des prochaines échéances électorales de fin 2018 restent incertains, mais le pragmatisme dont font aujourd'hui preuve les dirigeants politiques permettent d'espérer que la situation sociale ne connaîtra pas de nouvelle crise.

Le dossier transnistrien connaît quelques évolutions positives depuis la reprise des discussions entre les parties. Elles sont en partie liées au besoin d'ouverture de la région vers l'UE. La Transnistrie représente en effet 30% du potentiel industriel de la Moldavie et ses exportations sont largement orientées vers l'UE depuis la crise ukrainienne.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE QUI S'AMÉLIORE

D'une manière générale, l'environnement politique, social et économique de la Moldavie s'améliore donc, même si le pays doit encore faire face à de nombreux défis, notamment dans l'amélioration du climat d'investissement, de l'élimination des obstacles pour les exportateurs, de la conversion des transferts d'argent de sa diaspora en investissements productifs et dans le développement d'un secteur financier fiable. Des réformes administratives et judiciaires sont également nécessaires.

Le classement de la Moldavie dans le Rapport Doing Business de la Banque mondiale connaît une amélioration très sensible : classé 55ème place en 2016, le pays occupe la 44ème place en 2017.

La croissance du PIB, négative en 2015 (-0,5%) sous l'effet conjugué de la crise politique, sociale et bancaire, d'une sécheresse, d'une stagnation de la production industrielle et d'une baisse de la consommation des ménages en lien avec la chute des transferts des migrants à la suite de la récession économique en Russie, est repartie à la hausse.

Après la reprise de 2016 (+4,1%), elle s'élève à 4% en 2017 et devrait rester soutenue en 2018 approchant les 4%.

Elle est malheureusement encore trop structurellement fondée sur la consommation, elle-même financée très largement par les transferts des migrants (près de 20% du PIB en 2017).

Les chiffres, encore insuffisants compte-tenu des retards accumulés, sont néanmoins encourageants dans le contexte régional. Derrière la Roumanie et ses 4,8% de croissance, la Moldavie devance la Biélorussie (-2,6%), la Russie (-0,2%), l'Ukraine (2,3%), la Géorgie (2,7%) ou encore la Bulgarie (3,4%).



L'AIDE INTERNATIONALE A REPRIS

Fin 2016, l'aide internationale a repris après deux ans d'interruption avec le lancement d'un programme FMI (sur 3 ans).

La Moldavie était, jusqu'en 2015, considérée comme le « bon élève du Partenariat oriental » et était le premier bénéficiaire par habitant de l'aide européenne.

Aujourd'hui le budget reste sous pression mais la politique monétaire est graduellement assouplie. À la suite d'une fraude massive fin 2014, le secteur bancaire continue à rester soumis à une surveillance très serrée de la Banque centrale dont le Gouverneur est franco-moldave. La capacité de supervision de la Banque centrale et son indépendance se sont nettement renforcées rassurant les investisseurs et les bailleurs internationaux.

Le FMI a validé un programme de 179 millions d'USD sur 3 ans, dont 36 millions d'USD décaissés immédiatement. Cela a débloqué, au titre de programmes existants, 45 millions d'USD de la Banque mondiale et 45 millions d'€ de l'Union européenne. Parmi les principaux bailleurs bilatéraux, la Roumanie a débloqué un prêt de 150 million d'€ annoncé dès 2015, progressivement déboursé à partir de 2016.

DES FINANCES EN VOIE DE CONSOLIDATION

La monnaie moldave (leu) s'est dépréciée de 35% sur 2014-2016 dans le sillage de la dépréciation des monnaies des pays partenaires (rouble russe et grivna ukrainienne) et de la crise bancaire. Elle s'est appréciée en 2017 (+15,4% face au dollar). La politique monétaire est assouplie graduellement mais l'inflation reste contenue globalement dans la limite haute du corridor-cible (6,5% pour l'année 2017). Elle devrait rester contenue aux alentours de 5,3% en 2018.

La dette publique a atteint 44,2% du PIB fin 2016 contre 35,4% fin 2015. Le gouvernement avait mené une consolidation budgétaire en 2015 faute de financements internationaux alors que les recettes fiscales baissaient en raison de la crise économique. Cet effort de consolidation s'est poursuivi en 2016 avec un déficit budgétaire exécuté à hauteur de 2,4% du PIB (contre 3,1% prévus).

Le secteur privé représentait 65% du PIB en 2010. Des privatisations d'actifs de taille significative sont évoquées (télécommunications, compagnie aérienne, électricité) mais n'aboutiront pas avant les élections de 2018.



UNE PRÉSENCE FRANÇAISE STRUCTURÉE

Si les relations commerciales entre la France et la Moldavie sont stables et durables, mais mériteraient largement de se développer, la présence des investisseurs français dans le pays est toutefois plus significative.

Regroupés désormais pour la plupart au sein de la CCI FRANCE MOLDAVIE qui « institutionnalise » la présence économique française dans le pays, les investissements français contribuent à structurer l'économie locale et sont un facteur d'attractivité pour le pays.

La CCI FRANCE MOLDAVIE, l'Ambassade de France en République de Moldavie et ses différents services (Services économique à Kiev, Mission financière à Moscou, Attaché douanier à Sofia et Business France à Bucarest) travaillent au renforcement des échanges commerciaux et des investissements français dans le pays. Un Conseil économique auprès de l'Ambassade a été constitué en 2018.

La CCI FRANCE MOLDAVIE dispose d'accords de partenariats avec Business France Roumanie et AWEX pour la Wallonie. Elle est membre du réseau de CCI France International fort de 120 CCI Française à l'International dans 90 pays.

La CCI FRANCE MOLDAVIE dispose également de multiples partenariats locaux (MIEPO, CCI de la République de Moldavie, CCI de Transnistrie, Association de Coopération Économique Moldo-Allemande, ODIMM, Invent Moldova, CEED-MOLDOVA et AOAM) et de tous les contacts utiles auprès des autorités moldaves qui sont attentives à développer la présence des investisseurs français et plus généralement étrangers dans le pays. Elle est également membre du Conseil Économique auprès du Premier Ministre de la République de Moldavie et du Comité Consultatif des Douanes Moldaves.

DES RELATIONS COMMERCIALES À DÉVELOPPER

Les relations commerciales entre la France et la Moldavie sont stables et durables, mais restent encore modestes malgré les nombreuses opportunités existantes, notamment depuis la mise en œuvre de l'accord d'association UE Moldavie et son volet de libre-échange.

Le pays vient en effet d'enregistrer une hausse historique de ses exportations vers l'Union européenne sur les deux premiers mois de 2018 par rapport à la même période de 2017.

Depuis 2016, les exportations vers l'Union européenne sont en croissance continue après la crise enregistrée en 2015.

Par ailleurs, la République de Moldavie a également signé des Accords de Libre-échange avec 43 pays : ceux de l'UE, de la CEI (Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan, Ouzbékistan), la Turquie, la Macédoine, l'Albanie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Géorgie et l'Ukraine, représentant un marché de plus de 880 millions d'habitants. Un nouvel accord est en discussion avec la Chine.



La Moldavie bénéficie aussi de plusieurs accords commerciaux préférentiels avec des pays développés (hors Europe) tels que les États-Unis, le Japon ou encore le Canada. Elle représente donc également une plate-forme de développement des échanges commerciaux avec ces pays.

Concernant la France, elle était en 2016 le 10^{ème} fournisseur (le 5^{ème} des pays de l'UE derrière la Roumanie, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne) de la Moldavie avec 2,33% du total des importations dans un pays où la croissance est largement portée par la consommation. Les exportations françaises sont composées de biens d'équipement, notamment électriques et automobiles. Viennent ensuite les produits textiles et les produits agricoles, notamment dans le secteur de la viticulture.

La même année toujours, la France était le 11^{ème} client du pays (le 7^{ème} au sein de l'UE derrière la Roumanie, l'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Pologne, et la Bulgarie) avec 2,10% des exportations moldaves. Les importations françaises sont composées principalement de produits agricoles et de produits textiles.

Ces données sont toutefois à considérer avec recul, notamment en ce qui concernent nos exportations. De nombreux produits français sont en effet distribués aujourd'hui via des distributeurs roumains ou allemands et n'apparaissent pas dans les données des échanges commerciaux entre la France et la Moldavie.

La balance commerciale de la République de Moldavie avec la France est négative mais les produits français y disposent encore d'une belle marge de progression.

LA FRANCE : 3^{ème} INVESTISSEUR ÉTRANGER EN MOLDAVIE

Les investissements français sont nettement plus conséquents. La France est l'un des premiers pays à avoir investi en Moldavie dès la fin des années 90, en raison d'abord de la place, qui reste importante, du français dans le pays.

Elle était le 3^{ème} investisseur étranger en Moldavie en 2015 après la Russie, les Pays-Bas et avec un pourcentage similaire à Chypre et à l'Espagne, et devant la Roumanie, l'Allemagne et l'Italie.

Cette place ne traduit néanmoins pas complètement la réalité du poids des investissements français dans le pays, l'importance des investissements dit « off-shore » influant de manière substantielle sur le classement des IDE, aux premiers rangs desquels se retrouvent les Pays-Bas et Chypre.

Le lancement annoncé en 2018 de négociations pour la signature d'une nouvelle convention fiscale entre la France et la Moldavie devrait permettre de clarifier l'origine d'investissements français non fléchés comme tels aujourd'hui.

Les investissements français bénéficient d'un accord de protection réciproque des investissements signé le 8 septembre 1997 et entré en vigueur le 3 novembre 1999.

Les investissements français sont structurants et à forte visibilité pour le pays : secteur des télécommunications (Orange), construction (LafargeHolcim), banque (Mobiasbanca – Groupe Société Générale) et, depuis 2018, services à la personne (Up – Groupe Chèque Déjeuner). L'arrivée de ce



dernier investisseur traduit aussi l'émergence d'une classe moyenne et la volonté des autorités d'aller vers plus de transparence.

Orange a testé et/ou lancé avec succès en Moldavie la 4G et la voix HD avant la France. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires correspondant à 2,5% du PIB moldave et détient 65% des parts de marché de la téléphonie mobile. Premier opérateur du pays, l'entreprise vient d'acquérir le premier distributeur câble TV de Moldavie pour assurer la convergence de son offre.

Lafarge possède la plus importante usine de ciment en Moldavie et fournit 55% des besoins du pays. Le groupe poursuit ses investissements et vient d'ouvrir un centre d'innovation à Chisinau.

La Société Générale est la 4^{ème} banque du pays et poursuit sa progression. Elle était la première banque étrangère avant la prise de participation de la Banque roumaine Transilvania et de la BERD dans le capital de la première banque moldave en 2018.

Lactalis, Barges Agro-Industrie (Groupe Maître Prunille) et Le Bridge (Glaces Sandra et Duty Free) sont également présents en Moldavie avec des unités de production ou des points de vente. Bucher-Vaslin (solutions pour la viticulture) et Bongard (matériel de panification) y commercialisent leurs offres avec succès.

Plusieurs entreprises françaises du domaine des IT, des centres d'appels et du BPO sont également présentes : Pentalog, Youmesoft, Netizencall, Prestacall, Cyssea, Lagrange. Pentalog est aujourd'hui considérée comme une « success-story » française dans son domaine.

Plus récemment, en 2014, Sade (Groupe Véolia) dans les domaines de l'eau et du génie civil et Eco-Delta – Groupe JC Montfort dans le domaine des énergies renouvelables, en 2017 et 2018, Cabling Integration System (Groupe Sofimeca) et T-Concept dans le domaine du câblage électrique pour l'industrie automobile ou JVG Trading (Sourcing) ont choisi de s'installer en Moldavie.

Le Groupe IDEC (Aménageur, promoteur, investisseur immobilier) doit ouvrir un bureau en 2018 à Chisinau et va d'ores-et-déjà assuré l'aménagement de la nouvelle usine du Groupe Sumitomo dans le pays.

Plusieurs entreprises françaises sous-traitent avec succès de l'activité en Moldavie, dans le domaine industriel ou du textile principalement, s'appuyant parfois sur des entreprises françaises spécialistes en outsourcing et sur la CCI FRANCE MOLDAVIE.



POURQUOI INVESTIR EN MOLDAVIE ?

Les investissements étrangers sont encouragés notamment par la situation géographique du pays (à deux jours de camion de la France par exemple, 440 kilomètres de Bucarest), le rapprochement européen du pays, une ressource humaine bien formée, travailleuse et souvent multilingue – nombreux francophones et anglophones - un coût de main d'œuvre très attractif (salaire moyen mensuel : 220€ en Moldavie/ 451€ en Bulgarie/576€ en Roumanie) et par des mesures gouvernementales spécifiques en faveur des investisseurs étrangers, sur le plan fiscal et économique. De plus, une volonté manifeste des autorités d'accueillir de nouveaux investisseurs étrangers et une présence économique française structurée, ouvrent de larges possibilités aux entreprises étrangères, en particulier françaises, et offrent de nouvelles opportunités.

Le lancement annoncé en 2018 de négociations pour la signature d'une nouvelle convention fiscale entre la France et la Moldavie favorisera à nouveau l'arrivée des investisseurs français.

La Moldavie a aussi l'une des charges fiscales la plus basse dans la région. Le taux d'impôt sur les revenus des particuliers s'étale de 7 à 18% (16% en Roumanie, 32% en Pologne). Le taux général d'impôt sur les sociétés est de 12 % (16% en Roumanie, 19% en Pologne), avec des taux réduits (7% pour les entreprises agricoles, 6% sur les zones économiques libres, 3% sur le Port International Libre de Giurgiulesti). Les taux de la Sécurité sociale sont de 6% pour l'employé et de 23% pour l'employeur. Le taux de l'assurance santé est de 4,5% pour l'employé et pour l'employeur. Le taux de TVA standard est de 20%, de 8% pour les produits pharmaceutiques et de 0% pour les transports internationaux. Des avantages fiscaux spécifiques sont accordés au secteur IT.

La Moldavie ayant conclu de nombreux accords de libre-échange (avec 43 pays en 2018), ceci permet également de multiplier la capacité d'échanges, entre l'Europe et l'Asie notamment.

LES SECTEURS PORTEURS

Les opportunités d'investissements et d'échanges commerciaux concernent quasiment tous les secteurs économiques :

- ▶ Conception, construction équipement et gestion d'infrastructures publiques
- ▶ Gestion de services de base à la population
- ▶ Investissements et sous-traitance IT, centres d'appels et back-office
- ▶ Sous-traitance textile et industrielle
- ▶ Investissements industriels (sous-traitance automobile ou aéronautique)
- ▶ Commercialisation d'équipements de santé et de produits pharmaceutiques
- ▶ Commercialisation de biens de consommation
- ▶ Commercialisation de machines, équipements et fournitures agricoles et viticoles
- ▶ Grande distribution et distribution spécialisée
- ▶ Hôtellerie et restauration, commerce de détail
- ▶ Franchises
- ▶ Investissements dans les domaines de l'agriculture et de la viticulture etc.
- ▶ Énergies renouvelables



Les autorités moldaves affichent également leur volonté de poursuivre un programme de privatisations (télécommunications, compagnie aérienne) qui sont susceptibles d'ouvrir des opportunités. Il conviendra néanmoins d'attendre les élections fin 2018 pour savoir si ces programmes de privatisation seront réellement engagés.

Les bailleurs de fonds internationaux soutiennent et financent de nombreux programmes dans le domaine de la construction, de l'entretien ou de la réhabilitation des grandes infrastructures et de l'amélioration de l'offre des services de base à la population. Ces financements offrent de nombreuses opportunités aux entreprises françaises. Les autorités moldaves appellent d'ailleurs à l'arrivée de la concurrence internationale.

AGRICULTURE ET SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

Grâce aux conditions climatiques favorables et à la fertilité des sols noirs (Tchernoziom), l'agriculture et l'agro-alimentaire sont des secteurs essentiels de l'économie moldave malgré un recul de leur poids dans le PIB. Le pays était considéré comme le verger et le vignoble de l'ex-URSS. Les terres agricoles couvrent près de 75% du territoire moldave, et les produits agro-alimentaires constituent 60% de la valeur des exportations.

Les principales productions sont les céréales, le tournesol, les betteraves, la pomme de terre, le tabac, la vigne, les fruits, les noix, les légumes, et l'agriculture biologique commence à susciter un intérêt. La vigne est présente dans tout le pays, plus particulièrement dans le centre et le Sud. L'essentiel de sa production était exporté vers la Russie et la CEI. Un premier embargo de la Russie sur le vin moldave en 2005, puis diverses sanctions adoptées par la suite par la Russie, ont entraîné une chute des exportations vers ce pays et une crise de la viticulture moldave qui a depuis travaillé sur la qualité de ses produits et la diversification de ses marchés vers les pays occidentaux et la Chine. Les vins moldaves restent toutefois toujours exportés majoritairement vers les pays de la CEI.

La France est présente dans le secteur, au travers de la commercialisation de pieds de vigne, de matériels, et d'équipements. Des entreprises françaises commercialisent des engrais et semences. En réaction à la signature de l'Accord d'Association, la Russie a décrété en juillet 2014 un embargo temporaire sur les fruits moldaves (pommes, abricots, pêches, nectarines, coings, cerises, poires, prunes et prunelles) qui ont cherché de nouveaux marchés et débouchés.

Dans l'industrie agro-alimentaire, le principal investissement est celui de Lactalis. D'autres opportunités pourraient se présenter, dans le domaine des conserveries et plats cuisinés.

L'impossibilité pour les étrangers d'acquérir directement encore à ce jour de la terre agricole en Moldavie constitue néanmoins un frein important au développement d'investissements nécessaires dans ce secteur alors que des opportunités et des besoins existent pour redynamiser le secteur.

La Moldavie bénéficie d'aides financières européenne et américaines pour soutenir le secteur agricole, améliorer la qualité des productions locales et les mettre aux normes, l'aider enfin à leur trouver de nouveaux débouchés.



INDUSTRIE

L'industrie, dont les anciennes implantations avaient été dictées par Moscou, privilégie les grandes villes (Chisinau, Balti), surtout celles situées sur la rive gauche du Dniestr (Tiraspol, Bender, Ribnitsa).

Elle est surtout axée sur la transformation de la matière première agricole, dont l'industrie alimentaire, fleuron de l'industrie moldave. Mais elle est aussi représentée par l'industrie légère, celle du bois, la construction de machines et d'équipement, mais également le textile : textile d'ameublement, vêtements, tapis, chaussures, maroquinerie. La Moldavie est considérée comme « l'atelier textile de l'Europe » et les plus grandes marques y font produire une partie de leurs offres.

L'industrie lourde (usines de ciment, métallurgie), dont le débouché traditionnel était la Russie, est concentrée en Transnistrie, région à l'Est du pays, à l'exception du Groupe LafargeHolcim qui dispose d'une cimenterie sur la rive droite du Dniestr. L'industrie mécanique produit essentiellement des équipements électriques, médicaux, de l'outillage pour l'industrie pharmaceutique, des machines pour le complexe agro-industriel et des équipements pour les télécommunications.

En outre, il existait en Moldavie un bon nombre d'entreprises dotées de hautes technologies, de main d'œuvre qualifiée, qui autrefois faisaient partie du complexe militaire de l'ex-Union Soviétique. Leur champ de production concernait les technologies militaires avancées, depuis les systèmes de recherche intelligente des cibles jusqu'aux technologies performantes du programme spatial de l'ex-URSS. Cette compétence, et le coût abordable de cette main d'œuvre qualifiée permet aujourd'hui de voir s'installer dans le pays de nombreux investisseurs étrangers (Allemands, américains, autrichiens, italiens, et français), en particulier du secteur de la sous-traitance et des équipementiers automobiles.

Ceci pourrait aussi offrir des perspectives pour des sous-traitants de l'industrie aéronautique française cherchant à réduire leurs coûts de développement dans un marché à forte croissance ou à sécuriser leurs investissements.

INFRASTRUCTURES ET SERVICES DE BASE A LA POPULATION

La Moldavie offre des opportunités nombreuses dans le domaine des infrastructures et de l'offre ou de la gestion des services de base à la population. Elle bénéficie également d'importants programmes d'aides et de financements internationaux susceptibles d'être mobilisés dans ces secteurs.

L'essentiel des infrastructures et services de base sont à moderniser. Les compétences et l'expertise locale manquent, notamment en termes de montage et de gestion des projets.

Chauffage urbain, eau, assainissement, déchets, transports, routes, gestion des services de base à la population en général, offrent de nombreuses opportunités dans le cadre du développement de Partenariats Public-Privé ou d'appels d'offres locaux ou sur financements internationaux. La France dispose d'atouts à faire valoir.



SANTÉ

Sous l'impulsion des partenaires internationaux, plusieurs programmes nationaux ont été lancés afin de moderniser le système de soins.

L'aide internationale se présente sous forme d'assistance technique, d'appui budgétaire et de dons en faveur du développement du système de santé, de la santé maternelle et infantile et des maladies transmissibles (VIH/sida, tuberculose).

Malgré les changements structurels engagés, les défis auxquels se confronte le secteur de la santé restent nombreux : obsolescence et vétusté des équipements et infrastructures publiques de santé, manque de moyens, non disponibilité des médicaments ou de consommables, pénuries de vaccins, contrefaçons de produits pharmaceutiques, sous-rémunération des personnels médicaux et corruption endémique, inégalité devant la santé et sécurité sociale quasiment inexistante etc.

L'incapacité de l'Etat à assurer un bon niveau de service public de santé et de soins a conduit à l'ouverture, au cours des dernières années, de plusieurs cabinets médicaux et centres de soins ou cliniques privés, à capitaux locaux ou étrangers. Ces centres disposent de conditions d'accueil et de soins aux standards européens ou occidentaux. Ils ne sont cependant accessibles qu'à une clientèle aisée ou aux expatriés.

On note également un développement du tourisme médical avec l'implantation de nombreux cabinets privés de soins et de prothèses dentaires.

La France est présente dans le secteur de la santé, notamment au travers de la commercialisation de produits pharmaceutiques et de fournitures médicales. Elle apporte aussi de l'expertise dans le cadre de programme de coopération.

INFORMATIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET IT

Le réseau haut-débit moldave est l'un des plus rapides au monde et le pays dispose de compétences RH avérées dans les secteurs de l'informatique et des technologies Internet. La Moldavie se situe dans les premiers pays au monde pour la vitesse de connexion à Internet. La 3G et la 4G des réseaux mobiles couvrent plus de 96 % des territoires peuplés.

L'industrie des TIC a enregistré une croissance rapide dans les six dernières années, avec un volume de 7.7 milliards de lei en 2015 et avec une contribution significative au PIB du pays (8.9 % en 2012). Le volume d'exportation de produits logiciels s'est presque multiplié par quatre entre 2007 et 2013.

S'appuyant sur ses atouts et des dispositions légales incitatives, le pays attire aujourd'hui de nombreuses sociétés étrangères, dont plusieurs « success stories » françaises dans les domaines des télécommunications, des centres d'appel et du back-office, et enfin du développement informatique.



QUELQUES CONSEILS POUR APPROCHER LA MOLDAVIE

Conseil 1

Ne pas arriver en Moldavie avec des préjugés, y compris concernant la taille du marché. Le pays surprend en général positivement les visiteurs d'affaires.

Conseil 2

Éviter les approches directes de particuliers, d'organismes ou de sociétés dont les compétences ne sont pas avérées ou reconnues. Ne pas hésiter à prendre contact avec la CCI FRANCE MOLDAVIE qui vous renseignera ou vous orientera vers des interlocuteurs compétents et de confiance.

Conseil 3

En dépit des réformes réalisées les dernières années et de la forte volonté des autorités de simplifier et de faciliter les démarches d'implantation des investisseurs étrangers et de renforcer les échanges commerciaux, la Moldavie reste encore un pays marqué par un relatif formalisme administratif. L'excès de bureaucratie est souvent synonyme de corruption. Éviter de « céder » à la « facilité ». Une sollicitation en entraîne souvent une autre. Ne pas hésiter à signaler à la CCI FRANCE MOLDAVIE ou à l'Ambassade de France ces actes ou tentatives afin que des démarches soient entreprises auprès des autorités pour y mettre un terme. La CCI FRANCE MOLDAVIE pourra aussi vous accompagner dans vos démarches au travers d'une offre de services et de conseils adaptés aux besoins des entreprises.

Conseil 4

Si la Moldavie est résolument entrée dans l'économie de marché, elle n'en reste pas moins un pays émergent où certains lobbies politico-administratifs subsistent. Ils peuvent parfois fausser le jeu de la concurrence et freiner la mise en œuvre de réformes. Les institutions internationales sont particulièrement vigilantes et réactives à cet égard. La CCI FRANCE MOLDAVIE remonte régulièrement les préoccupations des investisseurs étrangers auprès de l'Ambassade de France, des autorités et institutions internationales.

Conseil 5

La région de Transnistrie dispose d'un potentiel industriel important. Elle connaît toutefois une situation particulière qui doit inciter à une approche prudente. La CCI FRANCE MOLDAVIE dispose de contacts et d'interlocuteurs sur place.



LA CCI FRANCE MOLDAVIE

Elle est l'émanation du Club France créé en juillet 2008 sous l'impulsion de chefs d'entreprise français présents en Moldavie, avec le soutien de l'Ambassade de France et de l'Alliance Française de Moldavie. Elle est devenue une Chambre de Commerce et d'Industrie Française à l'International (CCIFI) en septembre 2010, membre de CCI France International.

Ses objectifs sont de fédérer et animer, informer, promouvoir et assister la communauté d'affaires française - et plus largement francophone -, en Moldavie et de renforcer les liens avec les entreprises moldaves entretenant des courants d'échanges commerciaux ou économiques avec la France.

La CCI FRANCE MOLDAVIE « institutionnalise » la présence économique française dans le pays, la promeut et défend ses intérêts en étroite relation avec l'Ambassade de France en République de Moldavie. Elle dispose de nombreux contacts avec les autorités locales et les acteurs du développement économique présents dans le pays. Elle rassemble des entreprises, françaises, belges ou moldaves, de toutes tailles et de tous secteurs d'activité.

Elle organise des événements d'information, de promotion de la France et de Networking,

Elle accompagne le développement des investissements et des échanges économiques et commerciaux entre la France et la Moldavie. Elle favorise l'arrivée et l'accueil de nouvelles entreprises sur le marché moldave en leur offrant une large gamme de services d'information, de prospection et d'accompagnement, mais aussi des contacts avec les entreprises, institutions et partenaires de son réseau.

La CCI FRANCE MOLDAVIE contribue à :

- ▶ Favoriser les rencontres et les échanges d'expériences entre ses membres mais aussi avec d'autres investisseurs étrangers
- ▶ Protéger les intérêts des entreprises françaises et de ses membres
- ▶ Rassembler et diffuser une information sérieuse et fiable sur le pays, mais aussi à offrir des services d'appui et d'assistance administrative, juridique ou commerciale à ses membres et aux entreprises désireuses d'investir ou de développer des courants d'affaires entre la France et la Moldavie.

Pour plus d'informations :

Tel : +373 (0)22 23 32 98 - Fax : + 373 (0)22 23 47 81

@ : contact@ccifm.md - Site : www.ccifm.md